



Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »

Appel à projets spécifique FEDER pour l'année 2015

Axe prioritaire 8 : Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Ile-de-France

«Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables»

Date de lancement de l'appel à projets : 02/04/2015

Date limite de dépôt des candidatures : 30/11/2015

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens :

<http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

Sommaire

PREAMBULE	4
I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS	4
1.1 CONTEXTE DE L'APPEL A PROJETS	4
1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS	5
II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS	5
2.1 CONDITION DE RECEVABILITE DES PROJETS	5
2.1.1 TYPES D'ACTIONS	5
2.1.2 ORGANISMES BENEFICIAIRES	6
2.1.3 TERRITOIRE	6
2.1.4 MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FEDER	6
2.1.5 COFINANCEMENTS	6
2.1.6 TEMPORALITE DU PROJET	6
2.1.7 DEPOT DU DOSSIER	7
2.2 CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES	7
2.2.7 ELIGIBILITE DES DEPENSES	7
2.2.3 PRINCIPES HORIZONTAUX	8
2.2.4 PRINCIPES DIRECTEURS DE LA SELECTION DES OPERATIONS	8
III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION	9
3.1 MODALITES DE SELECTION DES PROJETS	9
3.2 CRITERES DE SELECTION	9
IV. CALENDRIER DE SELECTION	11
V. CONFIDENTIALITE	11
VI. ANNEXES	12
6.1 ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS	12
6.2 ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)	12
6.2.1 TRANSPARENCE COMPTABLE	12
6.2.2 RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE	12
6.2.3 RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT	12

6.2.4	MISE EN PLACE DES COUTS SIMPLIFIES	13
6.2.5	EVALUATION ET SUIVI DES DONNEES RELATIVES AUX BENEFICIAIRES / PARTICIPANTS	13
6.2.6	COMMUNICATION EUROPEENNE	14
6.2.7	CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES	<u>1514</u>
6.2.8	CONSERVATION DES PIECES	<u>1514</u>
6.3	ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS RELATIFS A L'APPEL A PROJETS	<u>1615</u>
6.4	ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES RELATIFS AUX INDICATEURS DES PROJETS SOUTENUS	<u>1716</u>
6.5	ANNEXE 5 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES	<u>2322</u>

PREAMBULE

La Région, autorité de gestion du Programme opérationnel 2014-2020, a fait le choix de soutenir le développement des énergies renouvelables et de récupération sur le territoire francilien. L'axe 8 FEDER «Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone» est consacré à la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables, à la lutte contre la précarité énergétique et au développement de démarches pilotes visant la réduction des consommations énergétiques.

L'objectif spécifique 12 «Accroître la part des énergies renouvelables et de récupération» vise plus particulièrement la réduction des gaz à effet de serre à travers la valorisation de nouveaux modes de production d'énergie durable.

Le présent appel à projets mobilise une dotation FEDER de 1 100 000 € au titre de cette priorité.

I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

1.1 Contexte de l'appel à projets

92% des émissions de GES franciliennes sont liées à des usages énergétiques. Le secteur du bâtiment est responsable de 50% des émissions franciliennes. Les réseaux de chaleur représentent actuellement 34% des consommations énergétiques, soit 1 million d'équivalent-logements.

La réduction des émissions de GES passe notamment par une utilisation accrue des énergies renouvelables et de récupération.

La stratégie Europe 2020 fixe pour la France un objectif de réduction des émissions de CO₂ de 24% d'ici à 2020 par rapport au niveau de 1990. Plus de 70% de la consommation énergétique finale du territoire régional est d'origine fossile.

Pour atteindre les « 3 x 20 » en 2020, le Schéma Régional Climat Air Energie fixe différents objectifs en termes de développement des ENR&R :

- **pour les réseaux de chaleur :**
 - Multiplication par 1,4 du nombre de raccordements à des réseaux de chaleur de source renouvelable ce qui correspond à une augmentation de près de 450 000 équivalents logements. Considérant les importants efforts attendus par ailleurs sur l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments existants, ceci devrait se traduire par une augmentation de la demande de chaleur limitée à 11% pour les bâtiments.
 - 51 % de la chaleur distribuée par les réseaux de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables et de récupération (contre 29 % aujourd'hui) permettant une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 730 000 teqCO₂/an
- **pour les ENR&R intégrées au bâtiment :**
 - solaire thermique, un développement marqué de l'équipement des bâtiments doit permettre une substitution de 770 GWh_{ef}/an. En termes de mètres carrés installés, l'objectif est de passer de 40 240 m² de capteurs en 2009 à 1 900 000 m² en 2020
 - biomasse en installations collectives non reliées à des réseaux de chaleur et performantes en termes d'émissions de poussières : passage de 47 GWh_{ef} à 642 GWh_{ef}. Ces objectifs permettent d'être en accord avec les impératifs de respect de la qualité de l'air et de gestion de la ressource régionale.
 - sur les pompes à chaleur, un large développement est attendu de manière tendancielle sur les pompes aérothermiques, qui devra être renforcé et l'usage des PAC géothermiques

devra être privilégié au regard des importants potentiels identifiés, particulièrement en zone urbaine dense afin de limiter notamment les nuisances sonores et de s'assurer de leur pérennité en saison hivernale. Au final, une augmentation de la production renouvelable de 50% est fixée comme objectif à 2020, soit une production supplémentaire de 1 950 GWh/an. Cette augmentation, portée par l'objectif de développer le chauffage par pompes à chaleur, devra être corrélée à une limitation de l'usage de la climatisation par ces systèmes.

- o sur le solaire photovoltaïque sur les bâtiments, la surface de toitures étant importante en région, un développement important est ainsi proposé. L'objectif de 370 MWc installés est fixé pour 2020, les deux tiers étant concentrés sur les bâtiments résidentiels et un tiers sur les bâtiments tertiaires ; ceci permettant une production de 367 GWh d'électricité. Des travaux complémentaires sont nécessaires pour affiner ce potentiel.

1.2 Objectifs de l'appel à projets

L'objectif de l'appel à projets est à la fois :

- L'augmentation de la production d'énergies renouvelables et de récupération
- Le passage en priorité de la production d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur et par des solutions à l'échelle des bâtiments.

Les projets retenus auront fait la démonstration qu'ils reposent sur une démarche globale de qualité environnementale.

De manière générale les résultats attendus portent sur :

- la diminution des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques dans les délais prévus aux niveaux national et européen ;
- la maîtrise des charges correspondantes dans le budget logement des ménages et des collectivités grâce à une plus grande indépendance aux produits énergétiques fossiles aux prix volatiles ;
- le développement d'une filière créatrice d'emplois non délocalisables.

II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS

2.1 Condition de recevabilité des projets

2.1.1 Types d'actions

Le présent appel à projets vise à soutenir les actions concernant la réalisation de projets pilotes ayant un caractère exemplaire, opérationnel et reproductible et visant l'une des deux options suivantes :

- L'installation de production de chaleur et/ou d'électricité à base d'énergies renouvelables ou de récupération par :
 - o Valorisation des énergies de récupération
 - o valorisation de la géothermie
 - o valorisation de la biomasse énergie
- La création ou l'extension de réseaux de chaleur et de froid alimentés par des sources d'énergies renouvelables et de récupération.

Les projets ne s'inscrivant pas dans les actions présentées ci-dessus seront déclarés irrecevables.

2.1.2 Organismes bénéficiaires

Toutes les personnes morales seront éligibles à ces actions. Le patrimoine des associations culturelles et de l'Etat sont exclus du dispositif. En revanche tous les établissements d'enseignement sont pris en compte (écoles, lycées, collèges, enseignement supérieur).

2.1.3 Territoire

Les actions doivent se dérouler sur le territoire francilien.

2.1.4 Montant et taux d'intervention de l'aide FEDER

Le montant minimum de participation du FEDER est fixé à **300 000€** par opération.

Le montant maximum de participation du FEDER est fixé à **1 000 000€** pour une opération, sauf dispositions exceptionnelles.

Afin de se prémunir contre les risques de dispersion des fonds et de manque d'efficacité dans leur utilisation la région privilégiera les projets dont le coût total éligible est supérieur à **800 000€**.

Le respect des différents seuils sera vérifié au moment de la demande de subvention et à l'issue de l'instruction, après ajustement éventuel du plan de financement.

Le taux d'intervention minimum du FEDER sur un projet est fixé à **10% du coût total éligible**.

Le taux d'intervention maximum du FEDER sur un projet est fixé à **50% du coût total éligible**.

2.1.5 Cofinancements

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet (si ce dernier relève du domaine public).

La participation du FEDER peut intervenir en complément d'autres financements publics, comme la politique énergie climat de la Région Ile-de-France ou le Fonds Chaleur géré par l'ADEME. Les demandes de subvention au titre de ces dispositifs sont instruites **indépendamment** de la demande de subvention FEDER.

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître une part d'autofinancement du porteur de projet (minimum 20 % du coût total éligible du projet).

2.1.6 Temporalité du projet

La période de réalisation des projets ne peut être supérieure à 48 mois à compter du début de l'exécution de l'opération qui s'entend par l'émission de la première facture ou la première réalisation physique.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide.

La date de commencement d'exécution du projet doit être postérieure au 1^{er} janvier 2015.

Pour les projets relevant d'un régime d'aide d'Etat, la date de commencement d'exécution doit en outre être postérieure à la première demande d'aide publique cofinçant le projet.

Dès lors, il est recommandé aux candidats de ne pas mettre en œuvre leurs projets avant toute demande formalisée d'aide publique.

Les projets retenus feront l'objet d'un suivi annuel dans le cadre des comités régionaux de programmation de la Région Ile-de-France.

2.1.7 Dépôt du dossier

Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site : www.europe.iledefrance.fr

Le dossier de candidature devra être transmis, avant le **30/11/2015** sur la plateforme des aides régionale de la Région Ile de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr>.

D'autres sessions seront organisées pour les années suivantes.

Les dossiers techniques de demande de subvention sont également à télécharger sur le site www.europe.iledefrance.fr

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

2.2 Critères d'appréciation des projets recevables

2.2.7 Eligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013, et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de finalisation) ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion¹ ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide² ;
- Elles ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un même fonds ou programme européen, ou de plusieurs fonds ou programme européen ;

¹ Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

² Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FEDER est fixé à 122 800 €³ de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FEDER.
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.
- Une dépense est éligible au FEDER si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Une liste indicative des Catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du FEDER est présentée en annexe 5.

2.2.2 Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement du fonds européens structurels d'investissement sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

2.2.3 Principes horizontaux

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

2.2.4 Principes directeurs de la sélection des opérations

Les principes directeurs suivants régiront la sélection de l'ensemble des opérations qui seront soutenues par le FEDER au titre de l'objectif spécifique n° 12 de l'axe 8 du Programme opérationnel régional :

Les porteurs de projet devront apporter la preuve de l'exemplarité et de l'opérationnalité de leur initiative, en cohérence avec les orientations du Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) adopté en décembre 2012

http://www.srcae-idf.fr/IMG/pdf/SRCAE_-_Ile-de-France_version_decembre_2012_vdefinitive_avec_couverture_-_v20-12-2012_cle0b1cdf.pdf .

Les projets retenus auront fait la démonstration qu'ils reposent sur une démarche globale de qualité environnementale. Il s'agit notamment, pour le soumissionnaire, de décrire :

- la typologie du bâtiment retenu et ses caractéristiques thermiques ;
- les performances techniques, économiques et environnementales attendues de l'opération ;
- le degré d'exemplarité à mettre en lumière dans un échange d'expériences ;

³ Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).

- l'estimation du coût global de l'opération (travaux, exploitation) ;
- le développement des compétences et du savoir régional dans le domaine de la construction durable et des énergies renouvelables.
- Le caractère social et économique des projets au regard :
 - des caractéristiques socio-économiques des occupants ;
 - de l'intégration de clauses d'insertion dans les marchés de travaux ;
 - des gains obtenus (économies de charges).
- Le caractère innovant et exemplaire des projets au regard :
 - des solutions techniques envisagées
 - des modes de gouvernance du projet : participation des habitants/usagers, accompagnement à l'usage et suivi après travaux ;
 - de leur caractère reproductible ;
 - du recours à des professionnels qualifiés et formés ;
 - de son impact favorable sur l'emploi.

III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

3.1 Modalités de sélection des projets

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement**. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux **critères de recevabilité susmentionnés font l'objet d'une analyse en éligibilité** qui procède de :

- l'analyse du budget: vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect du cadre réglementaire (commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux.

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la **direction environnement, agriculture et énergie afin qu'un avis en opportunité**, structuré selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

3.2 Critères de sélection

La sélection des projets en opportunité se fera sur la base des critères suivants :

- Qualité de l'opération
- Qualité du montage de l'opération :
- Pour les opérations d'installation de production de chaleur et/ou d'électricité à base d'énergies renouvelables et de récupération et raccordée à des réseaux de chaleur :
 - Justification du choix de la source d'énergie renouvelable ou de récupération mise en place au regard des potentiels du territoire
 - Analyse économique permettant de rendre le coût de la chaleur renouvelable compétitif

- Critères de performance des installations et en particulier :
 - Pour la biomasse :
 - Qualité du plan d'approvisionnement des projets
- Pour les opérations de création ou d'extension de réseau de chaleur et de froid alimentés par des sources d'énergies renouvelables et de récupération :
 - Effet de la subvention : diminution du tarif de vente, diminution des frais de raccordement des abonnés à raccorder

La direction des financements européens de la Région Ile-de-France procède à l'instruction du dossier de demande de subvention européenne sur la base d'un rapport d'instruction type.

IV. CALENDRIER DE SELECTION

Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projet « Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables » est le suivant :

- **Début Avril** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens www.europe.iledefrance.fr
- **D'avril 2015 au 30 novembre 2015** : Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne sur la plateforme des aides régionales.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la **cellule ingénierie de projet et animation territoriale** de la direction des financements européens de la région Ile de France :

➔ Service AMO de la Direction des financements européens
Bénédicte Leray : benedicte.leray@iledefrance.fr

- **30 novembre 2015** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France.
- **Du 1^{er} décembre 2015 au 30 avril 2016** : Instruction des dossiers par la direction des financements européens de la Région Ile-de-France.
- **A partir de février 2016** : Présentation au Comité de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir de début février 2016** : Signature des conventions.

L'information aux candidats :

L'Autorité de gestion prend les décisions d'attribution et de rejet des subventions européennes, au vu de l'avis du Comité régional de Programmation.

Ces décisions font l'objet d'une notification au candidat.

V. CONFIDENTIALITE

La Région Ile-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats à une subvention FEDER ou FSE.

VI. ANNEXES

6.1 Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

Le présent appel à projet s'inscrit dans les obligations issues des textes suivants:

- Règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »
- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020⁴.
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

6.2 Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de fonds européens structurels d'investissement (FESI)

6.2.1 *Transparence comptable*

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

6.2.2 *Respect des règles relatives à la commande publique*

Le porteur de projet doit indiquer s'il est soumis, ou non, à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, ainsi qu'à des règles spécifiques pour la passation d'autres contrats (contrat de partenariat, concessions de travaux, contrats de délégation de service public, etc...)

Le cas échéant, il devra justifier d'une mise en concurrence pour ses achats de biens, de travaux, de fournitures et de services, et ce quel que soit le montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse au regard des critères prédéfinis.

6.2.3 *Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ainsi, il incombera au porteur de projet de veiller au respect de cette réglementation. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

⁴ Le décret d'éligibilité des dépenses n'est pas publié à ce jour

Le régime d'aide mobilisable sur ce type d'action est le **régime notifié N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020**. Plusieurs mesures correspondent au présent appel à projet :

- **Aides à l'investissement en faveur de la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (6.6)**
- **Aides à l'investissement en faveur de l'installation de réseaux de chaleur et de froid efficaces (6.8)**
- **Aides à l'investissement en faveur des infrastructures énergétiques dans les zones d'aide à finalité régionales (6.10)**
- **Aides à l'investissement en faveur de la cogénération à haut rendement (6.5)**

Dans le cas où un projet aurait pour objet de produire de l'énergie uniquement pour la satisfaction des besoins du maître d'ouvrage public, il n'y aurait pas d'élément d'aides d'Etat pour absence d'activité économique.

Les projets de production et de distribution d'énergies renouvelables portés par des maîtres d'ouvrages publics font souvent l'objet de concessions de travaux ou de délégations de service public. Les contrats, signés après mise en concurrence, peuvent prévoir une participation publique en contrepartie des prestations effectuées pour exécuter des obligations de service public. Ces contreparties ne constituent pas des aides d'Etat si elles remplissent les critères de l'arrêt de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE) Altmark, explicités dans la communication de la Commission n°2012/C 8/03 du 11 janvier 2012 relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général (SIEG). Dans ce cadre, l'intérêt général justifié et assumé, au moyen d'un mandat, exonère l'entreprise chargée de la gestion d'un SIEG d'un traitement de son aide publique dans le champ des aides d'Etat.

6.2.4 Mise en place des coûts simplifiés

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base du taux forfaitaire de 15% des frais de personnel directs éligibles prévu par l'article 68-1 b) du règlement général n° 1303/2013.

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

6.2.5 Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé.

- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la PAR) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion.

- La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention.

- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement de la subvention. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site europe.iledefrance.fr ainsi que sur la PAR.

6.2.6 Communication européenne

Les bénéficiaires de subventions des fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

Les bénéficiaires de subventions des Fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports interne et externe de son projet (courrier, supports pédagogiques, brochures, pages internet, bloc signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) :
 - o L'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
 - o Le logo « L'Europe s'engage en Ile-de-France » ou avec le fonds associé si besoin « L'Europe s'engage en Ile-de-France avec le FEDER ou le FSE ou le FEADER »
 - o Pour « l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) », le logo spécifique « L'Europe s'engage pour l'Emploi des Jeunes » ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « (intitulé du projet) est cofinancé par (nom du fonds) dans le cadre du (nom du programme européen). » ;
- Dédier une page, sur le site web relatif au projet le cas échéant, décrivant l'opération et l'apport communautaire ;
- informer les participants et le public concernés par l'opération de la participation communautaire ;
- Apposer une affiche (minimum A3) (pour toutes opérations dont le montant de l'aide publique totale < à 500 000 €) à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans vos locaux en complément ;
- Apposer un panneau d'affichage temporaire de dimensions importantes (pendant la mise en œuvre des opérations FEDER dont le montant de l'aide publique totale > à 500 000 €) ;

- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

6.2.7 Contrôle et transmission des pièces

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle. Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévues seront réalisées par l'autorité de gestion. Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire. Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

6.2.8 Conservation des pièces

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération. En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

6.3 Annexe 3 : Liste des indicateurs relatifs à l'appel à projets

Axe n°8 Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Ile-de-France

OS 12 Accroître la part des énergies renouvelables et de récupération :

Intitulé de l'indicateur	Unité de mesure	Type d'indicateur	Données à recueillir
Capacités supplémentaires de production d'énergies renouvelables	MW	Réalisation	-Production d'énergie renouvelable initiale (avant opération) -Production d'énergie renouvelable finale (après opération)
Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre	TeqCO2	Réalisation	Diminution annuelle des émissions de gaz à effet de serre permis par l'opération

6.4 Annexe 4 : Questionnaires relatifs aux indicateurs des projets soutenus



Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 8 – Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Île-de-France

OS 12 - Accroître la part des énergies renouvelables et de récupération

Favoriser la production et la distribution d'énergie provenant de sources renouvelables

Questionnaire de recueil des données à l'entrée des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération :

N° convention FEDER :

Date d'entrée dans l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées du porteur de projet

Nom du porteur de projet :

Numéro SIRET du porteur de projet :

Catégorie juridique :

Code APE :

Adresse du porteur à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) :

.....

Code postal : Commune :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (domicile) :

Courriel :@.....

Question 1. Caractéristiques de l'opération

1a. Date de lancement de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

1b. Quel est le lieu de l'opération ?

Commune : Code postal :

1c. Quelle est le type de structure bénéficiant de l'opération ?

- ☐ Logement privé
- ☐ Logement social
- ☐ Bâtiment public

1d. Quelle est le type d'énergie valorisée par l'opération ?

- | | | |
|--|---------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Géothermie | Répartition : | % |
| <input type="checkbox"/> Biomasse | | % |
| <input type="checkbox"/> Autre : préciser..... | | % |

Question 2. Financement

Montant prévisionnel de l'opération (€) :

Dont montant du financement FEDER demandé pour l'opération (€)

Question 3. Estimation des réalisations au commencement de l'opération

Capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable engendrée par l'opération **(en MW) ?**

.....

Production d'énergie renouvelable engendrée par l'opération **(en MWh/an) ?**

- Electricité :
- Chaleur :

Diminution **annuelle estimée** des émissions de gaz à effet de serre engendrée par l'opération **(en TeqCO2) ?**



Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020
Appel à projets «Favoriser la production et la distribution
d'énergie provenant de sources renouvelables»



Appel à projets FEDER - Année 2015

Axe Prioritaire 8 – Soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en Île-de-France

OS 12 - Accroître la part des énergies renouvelables et de récupération

Favoriser la production et la distribution d'énergies provenant de sources renouvelables

Questionnaire de recueil des données à la sortie des porteurs de projet dans une opération cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)

Vous participez à une action cofinancée par le Fond européen de développement régional (FEDER) sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FEDER, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique anonyme destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FEDER. Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.**

Nom de l'opération :

N° convention FEDER :

Date de sortie de l'opération :/...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

Coordonnées du porteur de projet

Nom du porteur de projet :

Numéro SIRET du porteur de projet :

Adresse du porteur à la sortie de l'opération (n° et nom de rue) :

.....

Code postal : Commune :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (domicile) :

Courriel :@.....

Question 1. Caractéristiques de l'opération

1a. Date de fin de l'opération : .../.../..... (jj/mm/année)

Question 2. Financements perçus

Montant réel de l'opération (€):

Dont montant réel du financement FEDER perçu pour l'opération (€):

Question 3. Réalisations de l'opération

3a. Capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable engendrée par l'opération (en MW) ?

.....

3b. Production d'énergie renouvelable engendrée par l'opération (en MWh/an) ?

- Electricité :

- Chaleur :

3c. Diminution annuelle estimée des émissions de gaz à effet de serre engendrée par l'opération (en TeqCO2) ?

3d. Installation de géothermie profonde ou intermédiaire :

- Présence d'une pompe à chaleur :

☐ oui

☐ non

o COP moyen annuel :

o Production d'énergie :

o Consommation d'énergie de la PAC :

- Aquifère valorisé :

- Taux de couverture

3e. Opération valorisant de la biomasse (hors méthanisation) :

- Nature du combustible :.....
- Quantité (t/an) :.....
- VLE poussières (mg/Nm³ en précisant le taux d'oxygène) :.....
- Technologie de traitement des poussières :.....

3g. Extension de réseau de chaleur :

- Quantité d'énergie livrée (MWh/an) :.....
 - o Dont ENR&R :
 - Type d'énergie ENR&R :.....
 - Quantité :.....
 - o Dont appoint :
 - Type :
 - Quantité :
- Linéaire de tranchée développée :.....

6.5 Annexe 5 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER / FSE ⁵	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses de personnel - Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants - Dépenses d'amortissement (3 conditions) - Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière - Dépenses de location - Dépenses directes de sous-traitances - Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité - Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées. - Contributions en nature - Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés) - TVA et autre taxes non déductible 	<ul style="list-style-type: none"> - Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge - Frais débiteurs, agios et autres charges financières - TVA déductible, compensée ou récupérable
FEDER ⁶	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> - Achat de terrain bâti et non bâti (plafonné) - Achat de bien immobilier - Crédit-bail (3 conditions) - Retenue de garantie dans le cadre d'un marché de travaux (si versée au solde du marché) 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépenses liées au démantèlement et de la construction de centrales nucléaires - Investissements visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités énumérées à l'annexe I de la directive 2003/87/CE ; - Dépenses liées à la production, la transformation et la commercialisation du tabac et des produits du tabac ; - Dépenses des entreprises en difficulté telles qu'elles sont définies par les règles de l'Union en matière d'aides d'État ; - Investissements dans les infrastructures aéroportuaires, à moins qu'ils ne soient liés à la protection de l'environnement ou qu'ils ne s'accompagnent d'investissements nécessaires à l'atténuation ou à la réduction de leur incidence négative sur l'environnement.

⁵ Conformément à l'article 69-3 du règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes et au décret d'éligibilité des dépenses.

⁶ Conformément à l'article du règlement (UE) n°1301/2013 relatif au FEDER et au décret d'éligibilité des dépenses.